

MEXIQUE

La croissance du PIB par habitant a été tout juste suffisante pour éviter que le retard important par rapport aux pays les plus riches ne se creuse. Le faible niveau de la productivité du travail est essentiellement à l'origine de l'écart de revenu.

Priorités

Améliorer les résultats éducatifs dans l'enseignement primaire et secondaire

Enjeu et recommandations : vu les médiocres résultats éducatifs, il avait été recommandé de mieux répartir les dépenses pour l'éducation en les redéployant en faveur des dépenses non salariales et de l'enseignement secondaire, et aussi de mieux tirer parti des incitations des enseignants à améliorer leurs performances.

Mesures prises : le programme de transferts conditionnels, *Oportunidades*, a été élargi, et il favorise la scolarisation des élèves de familles à bas revenu dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. Des mesures ont été prises pour réformer les programmes d'études et les pratiques pédagogiques dans l'enseignement primaire et dans le premier cycle du secondaire.

Réduire les obstacles à l'entrée dans les industries de réseau

Enjeu et recommandations : pour améliorer l'environnement des entreprises et renforcer la compétitivité-coûts des entreprises mexicaines, il avait été recommandé d'intensifier la concurrence et de rationaliser la réglementation, en ciblant tout particulièrement les principales industries de réseau (par exemple, les télécommunications, l'électricité et les chemins de fer) et les médias.

Mesures prises : des licences ont été attribuées aux câblo-opérateurs pour l'exploitation de services téléphoniques. Les autorités préparent les textes nécessaires pour la délivrance de nouvelles licences de radiodiffusion/télévision afin d'intensifier la concurrence, suite à l'arrêt de la Cour suprême qui a invalidé, en 2006, une partie des modifications de la loi sur les médias qui avaient favorisé les opérateurs historiques aux dépens des nouveaux entrants. Aucune mesure n'a été prise dans les autres secteurs, mais le gouvernement lance actuellement un vaste réexamen des dispositions législatives et réglementaires en vigueur afin d'éliminer les restrictions inutiles à la concurrence, en s'appuyant à cet effet sur l'*Instrument de l'OCDE pour l'évaluation d'impact sur la concurrence*.

Réduire les obstacles aux participations étrangères

Enjeu et recommandations : pour stimuler la concurrence et l'innovation, il avait été recommandé d'assouplir les restrictions à l'investissement direct étranger (IDE) qui subsistent dans un grand nombre de secteurs, surtout dans les télécommunications, les transports et l'électricité.

Mesures prises : aucune.

Réformer le système fiscal

Enjeu et recommandations : afin de renforcer les recettes fiscales et d'obtenir les ressources nécessaires pour les programmes destinés à favoriser la croissance, tout en atténuant les distorsions, il avait été recommandé d'engager une réforme d'ensemble, comportant en particulier un élargissement des bases d'imposition et une simplification du système fiscal par diminution du nombre des exemptions et régimes préférentiels.

Mesures prises : une réforme fiscale a été adoptée en septembre 2007. Elle comporte des mesures permettant d'élargir les bases d'imposition et d'assurer des sources de recettes plus stables. En outre, des initiatives sont prises actuellement pour accroître l'efficacité des dépenses.

Améliorer « l'État de droit »

Enjeu et recommandations : pour faciliter les activités des entreprises et accroître les entrées d'IDE, il avait été recommandé d'améliorer « l'État de droit », en particulier grâce à plus de transparence, à des droits de propriété plus sûrs et à une application plus prévisible des lois. Des règles procédurales plus strictes pour l'action d'*amparo* permettraient d'appliquer plus efficacement les politiques adoptées, dans des domaines comme la législation de la concurrence, le recouvrement des amendes et le droit des garanties bancaires.

Mesures prises : le gouvernement et les gouverneurs des États prennent des mesures pour remédier aux problèmes de sécurité; aucune mesure n'a été prise dans les autres secteurs.